

■ Développement de la Région capitale : trois jours après la visite de Christian Blanc aux élus de l'Essonne, la donne a changé

# Grand Paris : ça coince aux entournures !

**A**u lendemain de l'audition du secrétaire d'Etat chargé du Développement de la Région capitale devant l'Assemblée départementale, le 28 septembre (voir Le Rép. du 01/10/09), Michel Berson, le président du Conseil général de l'Essonne, s'était félicité de la reconnaissance par Christian Blanc de plusieurs volets défendus par les élus essonnais dans le Grand Paris. Raccordement par un tramway du pôle d'Evry-Corbeil au pôle d'Orly et à la double rocade de métro automatique à grande capacité, participation des élus locaux au conseil de surveillance de la Société du Grand Paris : de nombreux points semblaient acquis, ou presque, à l'issue de la période de concertation. D'au-

tant que Christian Blanc avait indiqué avoir « remis au Premier ministre, vendredi 25 septembre, une proposition de rédaction du projet de loi revenant notamment sur deux points, les droits d'urbanisme et le respect des compétences de chacun, et les financements superposés de l'Etat sur la Région ».

Sauf que le texte transmis au Conseil d'Etat, mercredi 30 septembre, par le Premier ministre, a provoqué la colère du secrétaire d'Etat. « Ce projet de loi est incohérent avec toute l'action conduite pendant dix-huit mois », a-t-il indiqué, pointant du doigt les amendements et changements apportés par son ministre de tutelle.

Là-dessus, le député (UMP) Gilles Carrez, rapporteur du budget de

l'Etat, a présenté ses propres propositions au sujet du financement du plan de transports du Grand Paris. Et au lieu d'un plan de 35 milliards d'euros, ce dernier a préconisé un premier plan de 25 milliards d'euros, jusqu'en 2025, même si, par ailleurs, les élus de la majorité PS de la Région ont affiché leur satisfaction de voir la prise en compte par Gilles Carrez du poids des élus locaux au sein de la future Société du Grand Paris. Mais, « en choisissant de réaliser partiellement le projet de métro automatique à grande capacité uniquement au plus près de Paris pour la période 2010-2025, Gilles Carrez va à l'encontre de l'indispensable articulation entre Paris et les territoires stratégiques franciliens, au premier rang des-

quels le Plateau de Saclay », s'est exprimé Michel Berson dans un communiqué. Valérie Pécresse, chef de file UMP pour les prochaines élections régionales de 2010, s'est quant à elle félicitée du « nouvel équilibre décidé par le Premier ministre, entre responsabilité de l'Etat et rôle des collectivités locales », à l'issue de la concertation organisée sur le Grand Paris. Par la voix de ses porte-parole de campagne, Rama Yade et Frédéric Valletoux, la candidate a ensuite approuvé le texte du rapporteur du budget de l'Etat qui « propose toute une série de pistes intéressantes et solides de financement sans pour autant en faire peser les charges sur les usagers ». Un « socle » sur lequel la candidate a pu lancer son programme de rénovation

des transports en commun (voir ci-dessus). A noter que le texte définitif du projet de loi a normalement été présenté en conseil des ministres mercredi 7 octobre.

■ Fabien Herran